

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1068

Artikel: Coups de colère
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021676>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

23 janvier 1992 - n° 1068
Hebdomadaire romand
Vingt-neuvième année

Coups de colère

Il y a des jours où l'on éprouve le besoin de penser au premier degré, comme au Café du commerce; de «coller» à la péripiétie et au fait brut, sans prendre le moindre recul; de ne pas se donner la peine de resituer les événements dans leur contexte. Bref, d'enregistrer les nouvelles comme elles arrivent, sans effort d'analyse — à la manière de la presse de plus en plus boulevardière. Il faut reconnaître que l'actualité fournit continuellement matière à une telle approche. Et provoque de beaux coups de colère; réaction primaire certes, mais pas forcément malsaine.

Colère scandalisée quand «M. Passoire», alias Alex Pedrazzini, le chef du service pénitentiaire vaudois devenu conseiller d'Etat tessinois, donne quatre semaines de congé à Paul-Edouard Waridel, condamné numéro un de la Pizza Connection, et impose des mois de silence sur le «non-retour spontané» du truand, disparu sans doute pour très longtemps, peut-être dans une planque voisine de celle de son complice principal, Yasar Musullulu, que l'ancien procureur Paolo Bernasconi lui-même n'a jamais réussi à traîner devant un tribunal.

Colère et révolte en constatant l'indifférence fédérale devant la situation sur le marché du travail dans les cantons romands où le taux de chômage est partout (sauf à Fribourg) largement supérieur à 2%, soit bien au-dessus de la moyenne d'outre-Sarine (1,2%). Si la situation était inverse, on parlerait depuis des mois de programmes de relance. Comme si un problème romand était un non-problème suisse. Et comme si les entreprises alémaniques pouvaient se sentir innocentes, elles qui, pendant les années fastes, ont créé force jeunes sociétés dans la «zone de développement romande», et gonflé les effectifs administratifs de leurs filiales francophones; elles qui, en ce moment, «repompent» sur Bâle ou Zurich les budgets auparavant gérés depuis Lausanne ou Genève.

Colère et indignation de voir MM. Christoph Blocher, Heinz Allenspach, et quelques autres parlementaires tous situés à la droite de leur parti (bourgeois) s'offrir un référendum par firme de relations publiques interposée. Ni les opposants (de droite) au FML, ni les détracteurs

de la réforme du Parlement ne sont descendus dans la rue pour récolter des signatures. Et, sauf rarissimes exceptions en Suisse romande, le référendum contre le nouveau droit foncier rural s'est aussi entièrement fait par correspondance. Autant de manifestations supplémentaires de cette politique masquée désormais pratiquée en Suisse aussi, par ceux qui en ont les moyens financiers s'entend bien. Ce qui n'empêche pas le discours hypocrite sur l'indispensable défense de la démocratie directe et sur le regrettable déclin du militantisme.

Colère et tristesse inspirées par l'attitude des Verts, alémaniques surtout mais quand même, qui en sont réduits à s'allier avec l'avocat bâlois des automobilistes de tout le pays pour oser espérer l'aboutissement du référendum contre les nouvelles transversales ferroviaires à travers les Alpes. Ce faisant, les Verts n'auront pas seulement ruiné leur propre image et porté atteinte à leur crédibilité, mais aussi remis en cause un accord de transit plutôt inespéré; à moins qu'ils misent secrètement sur la peur du souverain devant l'Europe et «le plus gros investissement du siècle».

Colère et sentiment d'impuissance au vu des manœuvres des milieux économiques — ou en tout cas censées leur profiter — pour «descendre» les personnes et majorités qui leur déplaisent: la «suppression» de la Blécherette à Lausanne ou le déménagement du «Biozentrum» à Bâle ont été des opérations préélectorales menées à des fins bien précises. La Municipalité rose-verte de Zurich sait à quoi s'attendre pour les semaines à venir. Et, pendant son séjour à l'hôpital, le chef du département fédéral de l'Economie publique a pris le temps de méditer sur la provenance et la motivation de certaines attaques personnelles, qui pourraient bien avoir affaire avec certains dossiers bien précis, surveillance des taux hypothécaires en tête. Colère en somme d'observer l'impuissance apparemment congénitale de la gauche devant l'emprise croissante de l'économie sur la politique, de l'argent sur la décision collective, des intérêts catégoriels sur les «grandes» causes, des lobbies sur les principes.